

ASSEMBLEE NATIONALE

7^{ème} Législature

BURKINA FASO

Unité-Progrès-Justice

**DISCOURS D'OUVERTURE
DE LA DEUXIEME SESSION ORDINAIRE DE
L'ANNEE 2018
DU PRESIDENT Alassane Bala SAKANDE**

Ouagadougou, le 26 septembre 2018

- **Excellence Monsieur le Premier Ministre, chef du Gouvernement ;**
- **Mesdames et Messieurs les présidents d'Institutions ;**
- **Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement ;**
- **Monsieur Mélégué TRAORE, ancien Président de l'Ancien de l'Assemblée nationale**
- **Monsieur le chef de file de l'opposition politique ;**
- **Excellences Mesdames et Messieurs les ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques et consulaires ;**
- **Mesdames et Messieurs les représentants des Organisations internationales et interafricaines ;**
- **Honorables Députés à l'Assemblée Nationale ;**
- **Distingués invités ;**
- **Mesdames et Messieurs.**

Aux termes de l'article 87 de la Constitution, l'Assemblée nationale se réunit de plein droit sur convocation de son président, le dernier mercredi du mois de septembre, pour sa deuxième session ordinaire de l'année en cours.

L'ouverture de la présente session se tient deux jours après la clôture de la session extraordinaire consacrée à la situation sécuritaire.

En douze jours, le chef du gouvernement, quatorze de ses ministres et la hiérarchie militaire de notre armée ont été auditionnés de 10h à 21h30 parfois.

C'est le lieu pour moi de féliciter l'ensemble des députés pour les pertinentes recommandations issues de cette session extraordinaire et d'exhorter le gouvernement à leur mise en œuvre dans les meilleurs délais.

En prélude à la session qui s'ouvre aujourd'hui, il y a lieu de féliciter les groupes parlementaires qui ont réussi à tenir leurs journées malgré la session extraordinaire.

Même si vos vacances ont été écourtées, je reste persuadé qu'elles vous ont été bénéfiques à tous égards et que vous êtes dans de bonnes dispositions physiques

et mentales pour vous acquitter avec honneur et dévouement de votre devoir constitutionnel.

Je voudrais également en votre nom à tous, exprimer notre profonde reconnaissance à toutes ces éminentes personnalités qui, en dépit de leurs agendas chargés, ont sacrifié de leur temps précieux pour rehausser de leur présence effective l'éclat de cette cérémonie.

Loin de relever du formalisme diplomatique ou d'un acte de simple courtoisie, cette présence traduit tout l'intérêt qu'elles accordent au Parlement et à la démocratie au Burkina Faso.

Honorables députés,

Depuis le 23 août 2018, **Madame Emma Zobilma née Montoro** a fait valoir ses droits à la retraite. En reconnaissance aux bons et loyaux services qu'elle a rendus à l'Assemblée nationale en qualité de secrétaire générale, je vous prie de l'acclamer.

C'est avec le même enthousiasme que je vous demande d'accueillir son adjointe, Madame **Rakièta Zoromé**, à la tête du secrétariat général du Parlement.

A Madame Zobilma, tous nos vœux de bonne et heureuse retraite bien méritée, et à Madame Zoromé, nos vives félicitations et nos encouragements.

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

L'ouverture de la présente session budgétaire intervient au moment où notre monde est encore le théâtre d'inquiétantes rivalités politiques, géopolitiques et commerciales auxquelles se livrent les grandes puissances.

Ces antagonismes tous azimuts menacent de nouveau les équilibres régionaux déjà fragiles, quand tout simplement ils ne sont pas sources de nouvelles tensions ouvertes ou larvées entre Etats ou entre communautés.

Aussi assiste-t-on à la poussée de l'extrême droite et des mouvements populistes de tout acabit qui font de la haine de l'étranger un indécent fonds de commerce politique. Les inquiétants résultats électoraux qu'ils enregistrent ces dernières années aussi bien dans le

« Vieux continent » que dans le « Nouveau monde » sont autant de signes de périls qui guettent la démocratie, la vraie, les valeurs humanistes, l'esprit de solidarité internationale, la paix mondiale et la sécurité collective.

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Honorables députés

Distingués invités,

En Afrique le tableau n'est guère reluisant.

La faim chronique et les maladies endémiques sont toujours le lot quotidien de millions de femmes et d'enfants sous le regard indifférent, voire méprisant, de dirigeants qui ont privatisé l'intérêt général au service de leurs intérêts particuliers.

Les échecs de leurs politiques publiques continuent de lancer chaque année de milliers de jeunes sur les chemins périlleux et les voies maritimes aventureuses de l'immigration.

Si face à cette crise migratoire sans précédent dans l'histoire de l'humanité il faut blâmer les pays de destination pour non-assistance à personne en détresse, il convient d'abord de condamner les gouvernements des pays de départ dont les pratiques politiques s'accommodent mal des attentes légitimes de leurs jeunes.

A tout cela viennent s'ajouter les effets néfastes des changements climatiques, la recrudescence des actes terroristes et de la criminalité transfrontalière qui enrayent les efforts de développement de nos Etats.

Eminentes personnalités,

Chers invités,

Quel regard peut-on porter sur le Burkina Faso, notre cher pays ?

Si la campagne agricole 2018-2019 a fait l'objet de sérieuses inquiétudes à ses débuts en raison de l'installation tardive de la saison pluvieuse, au finish, la physionomie de cette campagne s'annonce sous d'heureux présages.

Toutefois, dans certaines contrées, nos braves paysans ont dû faire face à l'invasion de chenilles légionnaires à laquelle se sont ajoutées des inondations aux dégâts considérables.

Au plan sécuritaire, la situation demeure préoccupante.

Ces trois derniers jours, la nation pleure de nouveau la disparition d'éléments de nos forces de défense et de sécurité (FDS) au cours de deux attaques aussi ignobles que lâches.

La première, survenue dimanche dernier au cours d'une embuscade sur l'axe Inata-Djibo, et la seconde, aujourd'hui même à Baraboulé.

En leur mémoire, je vous invite à observer une minute de silence.

(Merci)

Ces récents événements illustrent l'ampleur du harcèlement terroriste dont notre pays est encore l'objet.

Mais grâce à leur bravoure, leur détermination et leur professionnalisme, nos forces de défense et de sécurité sont en train d'opposer une résistance farouche à nos ennemis tout en multipliant les actions offensives aux résultats encourageants.

C'est le lieu pour moi de renouveler toute mon admiration, toute ma reconnaissance et tous mes encouragements aux personnels civil, militaire et paramilitaire qui, en tout instant et en tout lieu, au péril de leur vie, ont toujours marché, couru, volé au secours de la mère-patrie.

Je voudrais également exprimer à l'ensemble de mes collègues députés toute ma gratitude pour l'esprit de patriotisme dont ils viennent de faire preuve en ces circonstances de dures épreuves pour la nation toute entière.

En effet, à l'ouverture de la dernière session extraordinaire consacrée à la situation sécuritaire, j'ai exhorté l'Assemblée nationale à jouer sa partition dans l'effort de guerre en donnant l'exemple du devoir de sacrifice.

C'est désormais chose faite avec l'engagement de chacun de nous de contribuer à hauteur d'un million de francs CFA pour soutenir nos forces de défense et de sécurité.

Et je ne doute pas un instant que d'autres institutions et d'autres Burkinabé en prendront de la graine.

Cet effort de guerre que les députés se sont engagés à consentir n'est pas antinomique à l'exercice de leurs missions régaliennes. Il vient plutôt en complément aux missions du parlement. En rappel, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la loi de programmation militaire en décembre 2017 qui prévoit d'importantes ressources financières à nos FDS.

La session extraordinaire sur la sécurité qui vient de s'achever et l'atelier-bilan de sa mise en œuvre ont été pour nous d'intenses moments de contrôle de l'action gouvernementale qui se poursuivra avec les missions d'information.

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Honorables Députés,

Distingués Invités,

Mesdames et Messieurs,

La deuxième session ordinaire de l'année 2018 dite session budgétaire est consacrée en priorité à l'examen et à l'adoption de la loi de finances de l'Etat gestion 2019.

Le budget de l'Etat, au-delà de ce à quoi il sert directement, offre une visibilité plus nette de l'action publique parce qu'il définit les grands choix de politiques publiques du gouvernement.

Il est également le moyen par lequel le citoyen s'aperçoit aisément à la fois de sa part de contribution au bon fonctionnement de la vie publique et des affectations qui en seront faites.

Il est enfin pour le député, qui l'a examiné puis voté, l'instrument par excellence du contrôle de l'action gouvernementale.

Les travaux en commissions et en plénière vont exiger de la part des législateurs que nous sommes beaucoup de temps, d'énergie et de sens de la responsabilité.

En tant qu'outil au service d'une politique donnée, la loi de finances de l'Etat gestion 2019 participe de la mise en œuvre du Programme National de Développement Economique et Social (PNDES) et de la matérialisation du projet de société du Président du Faso, **Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE.**

Pour ce faire, nous devons, quelle que soit notre appartenance politique, examiner le présent projet de loi de finances à la loupe du réalisme, c'est-à-dire en rapport avec le contexte sécuritaire et ses effets induits sur l'économie nationale.

Par cette exhortation, loin de moi l'idée de chercher à offrir un blanc-seing au gouvernement dans l'exécution du budget exercice 2019.

Bien au contraire !

Autant je vous invite à garantir à l'exécutif tous les moyens qu'il juge nécessaire pour la bonne conduite des affaires de l'Etat, autant je vous exhorte à exercer votre

mission de contrôle de l'action gouvernementale sans la moindre complaisance.

Cela dit, outre le projet de loi de finances, cette deuxième session ordinaire sera consacrée à l'examen d'une dizaine de projets de lois.

Distingués invités,

Honorables députés,

Après trois décennies de renouveau démocratique, force est de constater que les Etats africains, de même que ceux des autres continents, font face à une désaffection croissante des citoyens à l'égard de la politique. En atteste la baisse tendancielle des taux de participation lors des élections.

Face à ce désintérêt grandissant des populations pour la politique et les votes, faut-il pour autant remettre en cause l'Etat de droit ?

Absolument pas car, moins que l'idéal démocratique, c'est son mode de fonctionnement dans le monde d'aujourd'hui qui mérite d'être repensé ; c'est notre rapport à la démocratie représentative qui doit être

reformulé dans une logique de rapprochement des élus des citoyens.

Ce double impératif constitue la véritable alternative à la crise de la représentation en ce qu'il est la meilleure manière de ressourcer la légitimité et de renforcer le lien représentatif.

C'est pourquoi, dans les prochains mois, un organe, dénommé « Bureau du citoyen » sera inscrit dans notre règlement administratif. Il aura en charge, entre autres, d'organiser en collaboration avec les autres services techniques et les commissions générales, les mécanismes de participation directe des populations et des organisations de la société civile au processus législatif comme le prescrit l'article 98 révisé de la Constitution. Il servira d'interface entre l'Assemblée nationale et les citoyens. J'invite donc tout un chacun de nous à se l'approprier et veiller à sa bonne opérationnalisation. C'est par le truchement de ce « Bureau du citoyen » que nous rapprocherons davantage l'institution parlementaire des populations de qui elle détient sa légitimité.

Nous multiplierons nos missions de redevabilité et de contrôle de l'action gouvernementale en rencontrant directement les populations ou par l'intermédiaire des médias. Nous serons davantage à l'écoute de celles et ceux qui nous ont mandatés.

Excellence Monsieur le Premier ministre,

Distingués invités,

Honorables députés,

Mesdames et Messieurs,

En cette veille de rentrée scolaire et académique, mes pensées vont à l'endroit des acteurs de l'éducation. Aussi, au nom de la Représentation nationale, je souhaite une bonne et studieuse rentrée 2018-2019 à tous.

Au moment où la saison pluvieuse tire inexorablement vers sa fin, je souhaite au monde paysan de bonnes et fructueuses récoltes.

Ani bara

Al liarai

Tuoni tuoni

Nin toumdé

Fofo

Sur ce, je déclare ouverte la deuxième session ordinaire de l'année 2018.

Dieu bénisse le Burkina Faso !

Je vous remercie !